

Audience publique du 13 juillet 2016

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
contre un arrêté grand-ducal du 25 juin 2015,
en matière de changement de nom patronymique

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 37071 du rôle et déposée le 21 octobre 2015 au greffe du tribunal administratif par Maître Jean-Louis Unsen, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à ..., demeurant actuellement à L-..., tendant à l'annulation d'un arrêté grand-ducal du 25 juin 2015 portant refus de l'autorisation de changer son nom patronymique de « ... » en « ... » ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 18 décembre 2015 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment l'arrêté grand-ducal déféré ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Raphaël Schweitzer, en remplacement de Maître Jean-Louis Unsen, et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Paul Reiter en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 4 juillet 2016.

Par courrier du 18 septembre 2014, Monsieur ... s'adressa au ministère de la Justice afin de solliciter l'autorisation de changer son nom patronymique de « ... » en celui de « ... ».

Par avis respectifs des 21 et 24 décembre 2014, le procureur d'Etat et le procureur général d'Etat se prononcèrent en défaveur du changement de nom patronymique sollicité par le demandeur. Le Conseil d'Etat émit le 24 février 2015 également un avis défavorable quant au changement de nom patronymique sollicité.

Suite à ces avis, la requête en changement de nom patronymique fut rejetée par arrêté grand-ducal du 25 juin 2015 transmis à l'intéressé par un courrier du ministre de la Justice du 9 juillet 2015, expédié le 14 juillet 2015. Cet arrêté est motivé comme suit :

« Vu la demande présentée le 18 septembre 2014 par Monsieur ..., né le ... à ..., de nationalité luxembourgeoise et demeurant à L-..., sollicitant l'autorisation de changer son nom patronymique actuel en celui de « ... » ;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms ;

Vu les avis négatifs rendus par le Procureur d'État de Luxembourg le 21 décembre 2014 et par le Procureur général d'État le 24 décembre 2014 ;

Vu l'avis négatif rendu par le Conseil d'État en date du 24 février 2015 ;

Considérant que le principe de la fixité du nom patronymique constitue une règle d'ordre public et social ;

Considérant qu'un changement de nom patronymique ne peut être autorisé qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes ;

Considérant que le Procureur d'Etat de Luxembourg estime que « les motifs avancés à l'appui de la demande en changement de nom, à savoir le fait que le contact entre le requérant et son père, de qui il tient son nom, n'aurait pas été maintenu et que ce dernier n'aurait réglé que le strict minimum à titre de pension alimentaire, ne sont pas de nature à justifier un changement de nom » ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. - L'autorisation sollicitée est refusée.

Art. 2. - Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté. »

Par courrier recommandé de son conseil du 5 octobre 2015, Monsieur ... a fit introduire un recours gracieux contre l'arrêté grand-ducal précité dont le ministre de la Justice accusa réception par courrier du 12 octobre 2015, en se limitant à renvoyer aux voies de recours indiquées dans l'arrêté grand-ducal du 25 juin 2015.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 21 octobre 2015, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à l'annulation du seul arrêté grand-ducal du 25 juin 2015 portant refus de sa demande de changement de nom patronymique.

Aucune disposition de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms, ci-après désignée par « la loi modifiée du 11-12 germinal an XI », ne prévoyant de recours de pleine juridiction contre une décision de refus de changement de nom patronymique, seul un recours en annulation a pu être introduit contre la décision sous examen, celui-ci étant, par ailleurs, recevable, pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours et en fait, le demandeur explique vouloir substituer à son nom patronymique actuel celui de sa mère qui aurait d'ailleurs marqué son accord à ce changement de nom.

En droit, le demandeur estime que ce serait à tort que les motifs avancés à l'appui de sa demande de changement de nom patronymique n'auraient pas été considérés comme constituant des circonstances exceptionnelles, respectivement des raisons importantes de nature à justifier un changement de nom. En effet, au courant de l'année 1998, son père,

Monsieur, aurait abandonné sa famille pour refaire sa vie avec une autre femme, le divorce entre ses parents ayant été prononcé le Il explique qu'aucun droit d'hébergement n'aurait été exercé à l'égard de son père parce que, par le passé, celui-ci l'aurait roué de coups. A cela s'ajouterait que depuis plus de cinq ans, le demandeur n'aurait quasiment plus aucun contact avec son père qui ne se manifesterait plus. Il n'aurait d'ailleurs jamais reçu le moindre cadeau étant enfant, que ce soit pour son anniversaire ou à l'occasion d'autres fêtes, son père s'étant contenté jusqu'à il y a trois ans de lui envoyer des messages laconiques sous forme de sms.

Le demandeur est dès lors d'avis que, d'un point de vue objectif, le port du nom de son père ne correspondrait plus à sa finalité sociale de rattachement à la famille ..., tandis que, d'un point de vue subjectif, il ressentirait le port de ce nom de famille comme intolérable du fait de l'abandon par son père. Ceci serait confirmé par le docteur ..., psychiatre, dans son rapport médical du 28 septembre 2015.

Finalement, le demandeur explique qu'un certain nombre de personnes appartenant à la famille ... auraient un passé criminel et auraient fait de la prison, ce qui lui aurait valu d'être interrogé lors d'un simple contrôle routier en 2008 sur ses liens avec la famille ... dont le nom aurait été bien connu de la part des agents de police ayant procédé audit contrôle. Il ne souhaiterait dès lors plus devoir revivre une telle situation.

Le délégué du gouvernement conclut quant à lui au rejet du recours sous analyse pour ne pas être fondé.

En vertu de l'article 1^{er} de la loi du 6 fructidor an II, aucun citoyen ne peut porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance. L'article 4 de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, précitée, déroge au principe de la fixité des noms et prénoms en disposant que toute personne qui aura quelque raison de changer de nom ou de prénoms en adressera la demande motivée au gouvernement. En vertu de l'article 5 de la même loi, le gouvernement se prononcera dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique.

Il découle des textes de loi précités que le principe de la fixité du nom patronymique est une règle d'ordre public et social. Ce n'est qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes qu'un changement de nom peut être accordé¹.

Par ailleurs, il échet de relever, d'une part, que suivant la règle de la fixité, sinon de la pérennité du nom patronymique, laquelle participe à l'ordre public, les raisons devant justifier le changement de nom patronymique sont appelées à s'analyser en des circonstances exceptionnelles à énoncer dès la demande adressée au gouvernement, qui doit être dûment motivée. Cette exigence d'une motivation spécifique dès la demande formulée auprès du gouvernement se justifie, d'une part, en raison des circonstances exceptionnelles pouvant seules sous-tendre valablement un changement de nom patronymique et, d'autre part, par le caractère nécessairement éclairé non seulement de l'autorité de décision à travers les avis rendus à son escient par le Conseil d'Etat, ainsi que le procureur d'Etat compétent ensemble le procureur général d'Etat, mais encore dans le chef de ces derniers mêmes².

¹ Trib. adm. 13 novembre 1997, n° 9854 du rôle; Trib. adm. 16 janvier 2002 n° 13851 du rôle, Pas. adm. 2015, V°Noms- Prénoms- Domicile- Etat civil, n°5 et les autres références y citées.

² Trib. adm. 12 mai 2005, n° 20084 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Noms- Prénoms- Domicile- Etat civil, n°4 et les autres références y citées.

D'autre part, il y a encore lieu de rappeler que, de manière générale, dans le cadre de l'analyse d'un recours en annulation, le tribunal est amené à analyser la légalité d'une décision administrative en considération non seulement de la situation de droit et de fait au jour où elle a été prise, mais encore dans les circonstances spécifiques se dégageant des dispositions légales régissant les demandes en changement de nom patronymique et notamment celles de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, ce plus particulièrement de son article 4, de sorte que seuls les faits dûment étayés dès la demande en autorisation de changement de nom patronymique, tels que soumis successivement aux instances d'avis, puis à l'autorité de décision, sont à prendre utilement en considération pour apprécier la légalité de la décision rendue.

Or, si le demandeur explique certes pour la première fois dans le cadre de son recours gracieux, ainsi que par la suite dans le recours contentieux sous analyse, que son choix d'adopter le nom patronymique de sa mère s'expliquerait également par le passé criminel de certains membres de la famille ... et le sentiment de honte en résultant dans son chef, force est de constater que dans sa demande introduite en date du 18 septembre 2014 auprès du ministère de la Justice, il n'a pas avancé un tel motif.

Il y a dès lors lieu de retenir qu'au moment de la prise de la seule décision actuellement litigieuse, étant en effet relevé que seul l'arrêté grand-ducal du 25 juin 2015 a été déféré au tribunal, l'autorité administrative avait comme uniques éléments d'appréciation, en ce qui concerne la motivation de la demande de Monsieur ..., l'absence de contact entre celui-ci et son père, respectivement le défaut de soutien moral et financier de son père au cours des 17 dernières années.

Or, dans la mesure où, tel que relevé ci-avant, dans la présente matière, l'autorité de décision doit préalablement recueillir les avis d'autres instances, en l'occurrence ceux du Procureur d'Etat, du Procureur général d'Etat et du Conseil d'Etat, et que ces organismes ne peuvent émettre un avis éclairé que s'ils sont en possession de tous les éléments sous-tendant la demande de changement de nom leur soumise pour avis, il y a lieu de retenir qu'en l'espèce, les précisions complémentaires quant au passé criminel de certains membres de la famille du père du demandeur ne sauraient être prises en considération dans le cadre du présent recours pour ne pas avoir été invoquées à la base de la demande initiale du demandeur. Il ne saurait en effet être reproché à l'autorité administrative de ne pas avoir tenu compte d'éléments qui ne lui ont pas été présentés en temps utile³.

Au vu des conclusions qui précèdent, le tribunal analysera dès lors la légalité de l'arrêté actuellement litigieux en prenant en considération les seuls éléments de faits portés à la connaissance tant de l'autorité de décision que des instances consultatives, à savoir ceux ayant trait à l'absence de contact entre le demandeur et son père.

Dans ce même ordre d'idées, il y a également lieu de relever que le demandeur a produit à l'appui du présent recours deux pièces qui n'ont pas été jointes à sa demande initiale de changement de nom. Il s'agit en l'occurrence d'un rapport médical du docteur ..., psychiatre, du 28 septembre 2015 et d'une attestation testimoniale de sa mère du 1^{er} août 2015, ces deux pièces ayant été établies postérieurement à l'arrêté grand-ducal actuellement

³ Trib. adm. 13 juin 2012 n° 29126 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Recours en annulation, n°19 et les autres références y citées.

déferé au tribunal. Or, tel que relevé ci-avant, dans la présente matière, l'autorité de décision doit préalablement recueillir les avis d'autres instances, en l'occurrence ceux du procureur d'Etat, du procureur général d'Etat et du Conseil d'Etat. Or, ces organismes ne peuvent émettre un avis éclairé que s'ils sont en possession de tous les éléments sous-tendant la demande de changement de nom leur soumise pour avis. Dans la mesure où les deux pièces prévisées n'ont été portées ni à la connaissance de l'autorité de décision avant la prise de la décision, ni à celle des instances d'avis, celles-ci ne peuvent pas être prises en considération par le tribunal pour apprécier la légalité de l'arrêté litigieux. En effet, c'est sur base des pièces et éléments du dossier dont non seulement l'autorité de décision mais également les instances consultatives avaient connaissance au moment où elles ont statué, respectivement rendu leur avis, qu'il appartient au tribunal, saisi d'un recours en annulation, d'examiner, l'existence et l'exactitude des faits matériels qui sont à la base de la décision attaquée et de vérifier si ces faits sont de nature à justifier légalement la décision.

Ensuite, s'agissant des motifs à la base de la demande de changement de nom, tel que relevé ci-avant, il découle de l'article 1^{er} de la loi du 6 fructidor an II et de l'article 4 de la loi modifiée du 14-21 germinal an IX précités que le principe de la fixité du nom patronymique et du prénom est une règle d'ordre public et social et que ce n'est qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes qu'un changement de nom ou de prénom peut être accordé⁴.

Il appartient à cet égard en tout état de cause au demandeur de fournir à l'autorité de décision les éléments nécessaires pour pouvoir apprécier s'il existe de telles circonstances exceptionnelles ou raisons importantes et plus particulièrement si le port du nom patronymique litigieux peut ou non être ressenti à juste titre comme intolérable.

Si l'abandon vérifié d'un enfant par son père est susceptible de constituer une raison suffisamment grave pour justifier un changement de nom de l'enfant concerné, encore faut-il que l'abandon ainsi invoqué soit établi. En l'espèce, la seule affirmation, non autrement documentée, selon laquelle le demandeur n'aurait plus de contact avec son père depuis 17 ans, étant d'ailleurs relevé qu'elle est en contradiction avec les explications figurant dans la requête introductive d'instance suivant lesquelles ce ne serait que depuis plus de cinq ans, et donc après qu'il ait atteint sa majorité, que le demandeur n'aurait quasiment plus aucun contact avec son père, ne revêt pas un caractère étayé et précisément circonscrit de nature à justifier, en l'état du dossier tel qu'il était soumis à l'autorité administrative au moment de la prise de la décision, face au principe de fixité du nom patronymique, un changement dudit nom dans le chef du demandeur.

A cela s'ajoute qu'au vu du principe de la fixité et de la pérennité du nom patronymique, l'absence de liens affectifs ressentis à l'égard du père, respectivement les relations difficiles entretenues avec celui-ci, à défaut d'autres éléments, ne sont pas de nature à caractériser des circonstances exceptionnelles justifiant un changement de nom, ce d'autant plus qu'il n'est plus particulièrement pas fait état de manquements graves par le père du demandeur à son égard, qui a notamment toujours versé la pension complémentaire fixée judiciairement, à ses devoirs parentaux ayant pu avoir pour conséquence un véritable impact psychologique et/ou physique, respectivement un traumatisme, sur la personne du demandeur.

⁴ Trib. adm. 13 novembre 1997, n°9854 du rôle ; Trib. adm. 16 janvier 2002 n°13851 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Noms- Prénoms-Domicile-Etat civil -Nationalité, n°5 et les autres références y citées.

Au vu des considérations qui précèdent, le tribunal ne saurait utilement mettre en cause la légalité de l'arrêté grand-ducal déféré.

Il s'ensuit qu'à défaut d'autres moyens, le recours sous analyse est à rejeter pour ne pas être fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Annick Braun, premier juge,
Paul Nourissier, juge,
Alexandra Castegnaro, juge,

et lu à l'audience publique du 13 juillet 2016 par le premier juge en présence du greffier Michèle Hoffmann.

s. Michèle Hoffmann

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 14/7/2016

Le Greffier du Tribunal administratif